Mamadou DIA â€“ Association Africaine de lâ€™Eau

Des rÃ¨gles Ã©tablies,Â une pÃ©riodicitÃ© et la bonne gouvernance doivent fonder la concertation sur l'eau. H2o-IRC 1er trimestre 2010.

LA CONCERTATION SUR L'EAU

se fonde sur

des rÃ¨gles Ã©tablies,Â une pÃ©riodicitÃ© et la bonne gouvernance

l'interview de Mamadou DIA

directeur gÃ©nÃ©ral de SÃ©nÃ©galaise des Eaux

prÃ©sident de l'Association Africaine de l'Eau

propos recueillis par Martine LE BEC

AfricitÃ©s, Marrakech (Maroc) - dÃ©cembre 2009

Sources Nouvelles, IRC - 1er trimestre 2010

Â

Sources Nouvelles / H2o : Quel "bilan de l'eau" pourrait-on tirer pour l'Afrique de la dÃ©cennie qui s'achÃ¨ve ?

Mamadou Dia : La dÃ©claration des Objectifs du millÃ©naire pour le dÃ©veloppement (signÃ©e en 2000) a permis des avancÃ©es significatives sur la question de l'eau et de l'assainissement. L'ensemble des pays africains ont mis en place des cadres institutionnels adaptÃ©s en vue d'atteindre ces objectifs. ConcrÃ¨tement, des progrÃ¨s significatifs ontÂ Ã©tÃ© rÃ©alisÃ©s dans beaucoup de pays sur les taux d'accÃ¨s ; plusieurs de ces pays atteindront les objectifs d'ici 2015. NÃ©anmoins, la situation fait que la prioritÃ© de la nouvelle dÃ©cennie restera la lutte contre la pauvretÃ© et l'amÃ©lioration de conditions d'hygiÃ¨ne et de santÃ©. L'accÃ¨s Ã l'eau et Ã l'assainissement participe directement Ã ce dÃ©fi.

Comment amÃ©liorer les politiques locales de l'eau etÂ rendre plus efficaces les cadres de concertation ? Comment aussi peuvent se dÃ©finir les responsabilitÃ©s entre l'Ã‰tat et les collectivitÃ©s ?

Effectivement, il est important que le rÃ´le et la responsabilitÃ© des acteurs soient bien dÃ©finis. Mais il est aussi important qu'en amont l'Ã‰tat, dans la dÃ©finition de la politique d'accÃ¨s Ã l'eau potable et Ã l'assainissement, associe les collectivitÃ© locales. C'est cette concertation, matÃ©rialisÃ©e par des actes lÃ©gislatifs et rÃ©glementaires, qui peut permettre aux communes de s'insÃ©rer dans un dialogue fructueux avec l'opÃ©rateur, le plus souvent, choisi par l'Ã‰tat. Il faut imaginer des mÃ©canismes de concertation rÃ©guliÃ¨re, organisÃ©e sous l'Ã©gide d'un Conseil national de l'eau entre les associations de

consommateurs, les associations municipales et les usagers, regroupÃ©s au sein de conseils de quartiers. Cette concertation doit Ãªtre parfaitement rÃ©gie et se fonder sur une pÃ©riodicitÃ© et sur la bonne gouvernance. La transparence permet d'instaurer un climat de confiance entre les diffÃ©rents acteurs, au bÃ©nÃ©fice des populations. Car quoi qu'on en dise, l'objectif est commun. Que ce soit pour l'Ã‰tat, pour les collectivitÃ©s, pour l'opÃ©rateur ou pour les associations de consommateurs, le point focal est la satisfaction des besoins de l'usager, qui doivent Ãªtre satisfaits dans conditions acceptables et Ã des tarifs aussi socialement adaptÃ©s.

L'opÃ©rateur principal, choisi par la puissance publique, a parfois du mal Ã couvrir certains quartiers pÃ©riurbains, dans les faits "occupÃ©s" par des opÃ©rateurs locaux. Comment dÃ¨s lors organiser cette "polygamie" de fait ?

Je pense que l'opÃ©rateur principal doit toujours Ãªtre contractualisÃ© avec des opÃ©rateurs locaux dans les zones pÃ©riurbaines. Dans les faits, cela dÃ©pend du schÃ©ma institutionnel. C'est effectivement aux Ã‰tats qu'il revient de dÃ©finir tous les aspects relatifs Ã la politique hydraulique, Ã la qualification, Ã la protection de la ressource et Ã la sensibilisation aux Ã©conomies. Dans ce cadre, en fonction du contexte local, des privÃ©s locaux peuvent Ãªtre intÃ©grÃ©s comme c'est le cas dans plusieurs pays africains, notamment anglophones, par exemple en Tanzanie ou au Kenya, oÃ¹ des opÃ©rateurs locaux interviennent dans le processus et en relation avec les collectivitÃ©s locales.

Quels doivent Ãªtre les principes d'une politique de branchements sociaux et d'une tarification sociale de l'eau ?

Penser ou dire, comme on le fait souvent, que la prÃ©sence d'un opÃ©rateur est synonyme de profit et de rentabilitÃ©, me paraÃ®t une fausse querelle parce qu'aujourd'hui, s'il y a une volontÃ© politique, l'opÃ©rateur l'appliquera. Au SÃ©nÃ©gal par exemple, une sociÃ©tÃ© de patrimoine prend en charge l'accÃ¨s Ã l'eau potable des populations dÃ©munies dans les zones pÃ©riurbaines. D'abord, l'accÃ¨s aux branchements sociaux est fait gratuitement. Ensuite, le tarif fait l'objet d'une pÃ©rÃ©quation nationale. Enfin, les tarifs domestiques sont de 0 Ã 20 m3 subventionnÃ©s et exonÃ©rÃ©s de la taxe sur la val ajoutÃ©e (TVA). Ces mesures permettent aux revenus les plus faibles d'accÃ©der Ã l'eau potable. Dans le cadre d'un affermage, l'opÃ©rateur va Ã©videmment dÃ©finir son coÃ»t d'exploitation et un prix au mÃ¨tre cube. Mais au final, il y a une Ã©galitÃ© de traitement parce que ce prix n'apparaÃ®tra pas sur la facture du client. Ce qui apparaÃ®t, c'est la tarification nationale qui a Ã©tÃ© retenue avec la pÃ©rÃ©quation nationale et les subventions de la tranche sociale. Ce systÃ¨me est essentiel pour amÃ©liorer l'accÃ¨s des populations Ã l'eau potable.

Quel est le planning des dÃ©bats de l'Association africaine de l'eau pour son prochain congrÃ¨s ?

L'Association africaine de l'eau organise, du 15 au 18 mars 2010, son congrÃ¨s Ã Kampala, en Ouganda. Cette date coÃ¯ncide avec le trentiÃ¨me anniversaire de l'association. Le thÃ¨me principal est : " Eau et assainissement : quelles perspectives face aux enjeux Ã©nergÃ©tiques et au changement climatique ?". Les entreprises de l'eau et de l'assainissement, dont l'activitÃ© est de plus en plus fortement impactÃ©e par le coÃ»t de l'Ã©nergie et les alÃ©as climatiques, notamment les inondations, se doivent de participer Ã ce dÃ©bat, donner leur position et indiquer de nouvelles pistes. Il est important pour l'Afrique d'innover et de crÃ©er. Je demande si nos pays ne sont d'ailleurs pas en train de rater une marche : le continent a du vent, beaucoup de vent, du soleil, beaucoup de soleil... Ne devrait-on pas Ãªtre en train de bÃ¢tir des centrales solaires et Ã©oliennes qui pourraient conduire Ã la crÃ©ation d'un tissu industriel Ã partir des Ã©nergies vertes ? Il est temps aujourd'hui de rÃ©flÃ©chir Ã ces options et regarder comment dans les villages et dans les petites et moyennes collectivitÃ©s, les Ã©nergies renouvelables peuvent Ãªtre mises en œuvre pour faciliter l'accÃ¨s Ã l'eau potable et Ã l'assainissement. Le congrÃ¨s de mars sera Ã ce niveau un Ã©vÃ©nement. Nous avons invitÃ© de grands spÃ©cialistes de l'environnement, de l'Ã©nergie ainsi que du management et de la gestion de service public afin de nous concerter pendant trois jours sur cette problÃ©matique du changement climatique. .
Â

Â

ResSources
AssociationÂ africaine de l'eau - AAE

The International African Water and Sanitation Congress